

ASSEMBLÉE NATIONALE

3 mars 2021

LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - (N° 3875)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 2901

présenté par

M. Orphelin, Mme Bagarry, Mme Cariou, Mme Chapelier, Mme Forteza, Mme Gaillot, M. Julien-Laferrière et Mme Valérie Petit

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 53, insérer l'article suivant:**

Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :

1° L'article L. 151-16 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le règlement identifie et délimite les friches urbaines qui pourront être mobilisées pour l'urbanisation. Les friches sont définies comme des biens ou droits immobiliers, bâtis ou non bâtis, inutilisés depuis plus de deux ans, dont l'état, la configuration ou l'occupation totale ou partielle ne permet pas un réemploi sans une intervention préalable. » ;

2° Après la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 324-1, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Ils recensent notamment les friches urbaines existantes. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à **identifier les friches urbaines qui peuvent être mobilisées pour l'urbanisation.**

Le ministère de la Transition écologique estime à 2 400 le nombre de friches industrielles. Leur revalorisation est un sujet majeur pour permettre d'atteindre les objectifs en matière de lutte contre l'artificialisation des sols. Le sujet de la revalorisation des friches industrielles, commerciales et administratives a d'ailleurs fait l'objet d'une mission d'information à l'Assemblée Nationale dont les conclusions sont parues en janvier 2021. Entre rareté du foncier et lutte contre l'artificialisation des sols, la reconversion de ces espaces représente une véritable opportunité pour requalifier le cadre de vie de certains territoires en permettant de limiter les projets d'extension urbaine.

A l'heure actuelle, les friches commerciales ou administratives ne sont quasiment pas recensées et il apparaît difficile de dire quelle est la surface occupée par celles-ci, faute de base de données suffisante et fiable. Cet amendement propose de pallier le manque de connaissance sur les friches urbaines en inscrivant le recensement des friches dans les missions affectées aux établissements publics fonciers (mentionnés à l'article L324-1 du code de l'urbanisme). L'amendement propose également que les friches soient identifiées et inscrites dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme communal et intercommunal pour que leur potentiel de revalorisation puisse être plus facilement étudié lors de projets d'aménagement.

Cet amendement est issu d'une proposition du Shift Project.